

Paul Magnette: «Une septième réforme de l'Etat n'est ni nécessaire ni souhaitable»

Le Soir - David Coppi - 18/06/22

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

<https://www.lesoir.be/449146/article/2022-06-18/paul-magnette-une-septieme-reforme-de-letat-nest-ni-necessaire-ni-souhaitable>

Paul Magnette ferme le jeu : pas de réforme de l'Etat en 2024. Les partis flamands apprécieront, la N-VA en premier, qui croyait avoir un interlocuteur. Ceci aussi : le socialiste coupe court à toute velléité de régionaliser l'enseignement et la culture : on ne touche pas à la Fédération Wallonie-Bruxelles ! Message aux indépendantistes flamands : « Vous voulez partir ? Ce sera sans Bruxelles. »

Paul Magnette anticipe les options qu'il défendra en congrès wallon dimanche. Celles aussi avec lesquelles le PS fera campagne au plus tard en 2024. A bon entendeur...

Le dernier congrès wallon au PS remonte à 1999. Depuis, sur l'institutionnel, sur la réforme de l'Etat, sur la place des Régions, on s'y perd un peu...

J'y viens, mais pour nous, l'institutionnel n'est pas une fin en soi, c'est un moyen. En fait, le premier congrès wallon remonte à 1938. Le début, c'était évidemment historiquement les revendications de compétences économiques : la Wallonie est confrontée à la crise charbonnière, le début de la crise sidérurgique, elle n'a pas les moyens de mener sa propre politique industrielle, tous les leviers sont dans les mains de l'Etat unitaire dominé par les Flamands, elle subit une crise qu'elle ne peut pas affronter, et c'est de là que naît le mouvement wallon, qui aura plusieurs sensibilités, socialiste, chrétiennes, libérale... Les socialistes ont été historiquement en pointe pour revendiquer les compétences économiques. Qui permettent aujourd'hui à la Wallonie d'avoir une stratégie de redéploiement industriel, de formation, de développement territorial, de mobilité, d'énergie, etc. Aujourd'hui, on peut dire que nous avons les leviers de notre action. C'est la base de la réflexion dimanche. Avec trois thématiques, retenues par les deux vice-présidents qui coordonnent les travaux, Willy Demeyer et Anne Lamblin. Un : la transition écosocialiste. La Wallonie a la chance d'avoir de l'espace, avec une biodiversité remarquable, de l'eau, de la forêt, des pâtures, soit des atouts qu'il faut valoriser. Deux : la transmission des savoirs et savoir-faire, qui pose indirectement la question des liens avec les compétences communautaires, l'enseignement, la culture, la recherche, l'innovation. Trois : la bonne échelle de l'action publique. Il y a un vrai besoin d'organiser les services publics locaux à une échelle qui soit plus petite que la Région et plus grande que les communes.

Cela étant, avez-vous une vision claire de ce que devait être la place de la Wallonie dans l'Etat belge ? Et de la Wallonie par rapport à la Communauté française ?

Nous avons consulté en interne et sur la question du rapport à l'Etat fédéral, pour nous les choses sont claires : une septième réforme de l'Etat en 2024 n'est ni nécessaire ni souhaitable. Parce que la Wallonie a les compétences nécessaires pour travailler à son redressement, contrairement au passé. Les priorités fédérales sont ailleurs, c'est la justice fiscale, le renforcement de la sécurité sociale, des services publics. La demande vis-à-vis du fédéral, c'est plutôt non pas une réforme de l'Etat, mais qu'il remplisse pleinement ses missions, je pense au financement de la police, des zones de secours, aux pensions des pouvoirs locaux, à la SNCB.

On est loin des présumés contacts du PS avec la N-VA pour préparer la négociation à venir. Vous démentez à nouveau ?

Ces « contacts », c'est absolument faux, il faudrait peut-être que l'on arrête à un moment donné d'écrire des bêtises. Ma réponse est claire : une réforme de l'Etat n'est ni nécessaire ni souhaitable.

C'est un peu décalé par rapport au schéma de la Belgique en quatre Régions que vous semblez défendre.

Pour moi, un jour, un fédéralisme à quatre Régions, je pense que ce serait plus simple que le système existant. Mais j'ajoute tout de suite que quand je dis « quatre Régions », cela ne veut pas dire la disparition des solidarités Wallonie-Bruxelles. Dans mon esprit, même s'il y a quatre Régions, la Wallonie et Bruxelles reforment ensemble une Fédération et gèrent en commun l'enseignement, l'enseignement supérieur, la culture, l'audiovisuel, la recherche...

Vous n'avez pas toujours dit ça. Vous avez évolué.

Vous savez, je n'ai jamais été amoureux de l'institutionnel, ça m'a toujours ennuyé plus qu'autre chose, franchement. Ce qui m'intéresse vraiment, c'est de renforcer la sécurité sociale, les services publics, la fiscalité plus juste, la transition climatique. Quant au débat Région-Communauté, il y a moyen de clarifier les choses, de simplifier, de réaliser des économies d'échelle, je pense au nombre de ministres de la Santé, mais il faut garder un lien Wallonie-Bruxelles fort et gérer ensemble les grandes compétences comme l'enseignement, la culture, la recherche, l'audiovisuel... Les francophones, d'ici 2024, pourraient opérer, j'en parlerai avec nos partenaires : ensemble, on a une majorité de 50 sièges sur 75 en Communauté française et on n'a pas besoin des Flamands pour agir, pas besoin d'une réforme de l'Etat.

Jusqu'à présent, il était question, entendait-on, de régionaliser la culture, l'enseignement. Là, on rebascule...

Rien n'est jamais définitif, écrit pour l'histoire mais enfin ici, maintenant, quel sens cela aurait-il de discuter d'une régionalisation de l'enseignement alors qu'on est en pleine mise en œuvre du Pacte d'excellence ? Et que les enseignants, je les

comprends, disent avoir du mal parfois à suivre le rythme des réformes, même si Caroline Désir fait tout, et elle le fait très bien, pour que cela soit fait en concertation. Je crois qu'il faut tenir plus compte du fait régional et sous-régional, ça, oui. Là, c'est un peu le bourgmestre qui parle, je l'avoue. Très souvent, je développe un projet pour ma ville mais dans le fond, je n'ai à peu près rien à dire sur le développement de l'enseignement supérieur ou sur l'organisation des arts de la scène, par exemple. C'est un problème. Mais pour autant, il n'est pas nécessaire de régionaliser ces compétences. On doit être créatifs. Fadila Laanan avait lancé ce qu'elle avait appelé les « contrats de culture » ; nous, on a créé « Charleroi Métropole », avec trente communes...

Après, les différences de sensibilité, ça existe, certains vont trouver que ça va trop loin, d'autres que ce n'est pas assez régionaliste, mais je prends ma responsabilité comme président de parti, je pense que le point d'équilibre, aujourd'hui, il est là.

Dans les partis flamands, ils vont être heureux d'entendre que le PS ne veut pas de réforme de l'Etat...

Ah, la N-VA va tomber de sa chaise, tant pis, j'espère qu'ils ne sont pas assis trop haut... Que voulez-vous que je vous dise ? Le CD&V pareil. Quant aux provocations de l'extrême droite, ils disent qu'ils feront une déclaration unilatérale d'indépendance, mais qu'ils le fassent ! Que M. Van Grieken le fasse, il sera juste ridicule. Il ne sera même pas suivi par les autres Flamands. Et à supposer qu'ils le suivent, la Wallonie et Bruxelles peuvent parfaitement être viables ensemble. Les Flamands doivent comprendre que si un jour ils font une déclaration d'indépendance, ce sera sans Bruxelles. Ça, définitivement, ce sera sans Bruxelles. Ils peuvent faire une Flandre indépendante avec un gros trou au milieu s'ils le veulent, et se priver de la capitale de l'Europe. Les provocations de l'extrême droite me laissent de marbre.

On avait un peu le sentiment que les Wallons lâchaient Bruxelles, et inversement.

On ne lâchera jamais Bruxelles. Je me sens presque plus Bruxellois que Wallon. J'ai vécu à Bruxelles, j'ai travaillé à Bruxelles pendant vingt ans, j'y suis presque tous les jours, j'ai un frère et une sœur à Bruxelles, un frère à Charleroi... Les familles wallonnes ont un lien avec Bruxelles qui est très fort. Les Bruxellois savent que c'est grâce à la Wallonie que l'on a créé puis refinancé la Région bruxelloise. Les Flamands nationalistes voulaient d'une certaine manière assécher Bruxelles financièrement pour la racheter par appartements. Bruxelles est viable. Bruxelles n'est pas à vendre. La solidarité entre la Wallonie et Bruxelles est pour moi absolument fondamentale.

L'hypothèse d'une famille socialiste PS-Vooruit en première position en 2024 : vous viseriez le « Seize » ?

Dans ce cas, oui. J'ai toujours dit que si la famille socialiste est la première famille et que le PS est premier en son sein, et qu'on me le demande, j'assumerai mes

responsabilités. En politique, ça ne sert à rien d'aller devant l'électeur et puis de ne pas assumer.

Uppercut

Par **David Coppi**

On est parfois lassés des positionnements en série, des commentaires à l'emporte-pièce, des dites « petites phrases ». Oserait-on dire qu'en l'espèce, nous sommes en présence d'un propos... capital, en plus d'être surprenant, pour ce qui concerne l'échiquier politique belgo-belge ?

Le président du PS, qui avait défendu le schéma d'une Belgique à quatre Régions, explique ici que, non, il a réfléchi, il ne veut pas d'une septième réforme de l'Etat, elle n'est « ni nécessaire ni souhaitable ». Allô, Bart De Wever ?

Le même, qui s'était avancé ces dernières années en faveur d'une régionalisation de compétences exercées par la Communauté française (« Sans la culture, la Wallonie est eunuque », avait-il osé en 2016), se prononce, et fermement, pour un maintien du lien « fondamental » entre la Wallonie et Bruxelles, la préservation de la Fédération et de toutes ses compétences, sans exception, dont l'enseignement et la culture.

En prime, Paul Magnette expédie en direction des partis flamands qui seraient tentés par l'indépendance un : « Si vous le voulez, faites-le, vous serez ridicules, et quoi qu'il en soit, vous partirez sans Bruxelles », qui est un uppercut dans le match qui se joue en vue de 2024. Message : en cas d'accident dans l'Etat Belgique, Bruxelles est à nous, francophones...

Zéro réforme de l'Etat, pas touche à la Fédération Wallonie-Bruxelles : un fameux repli stratégique, une volte-face nécessaire dans notre contexte de crise éco-sociale, de dangerosité géopolitique et de rupture climatique, qui sont autant de fronts hyper-prioritaires, a fortiori où la gauche est attendue. Ajoutez qu'avec un PTB hyper-unitariste dans ses flancs, le PS, tel que Paul Magnette le décrit aujourd'hui, a sans doute aussi le souci de ne pas passer pour le régionaliste forcené, le partenaire potentiel de la N-VA pour démembrer le pays. Là toujours, on l'a compris, le PS se met en place en vue des prochaines élections, de 2024 ou anticipées.